



N°1233  
17 février  
au 02 mars 2023



## Focus

### **Guide sur l'articulation numérique - présentiel - Dans une démarche de participation citoyenne, comment jongler entre ces deux mondes ?**

Décider ensemble, 02/2023, 29 p

<https://3ddge.ch/html/system/files/2023-02/Guide%20articulation>

Ce guide, publié en février 2023 par l'Observatoire des civic tech et de la démocratie numérique de Décider ensemble, présente six cas d'usages pour mieux articuler, au sein d'une démarche globale de participation citoyenne, des dispositifs en présentiel et en numérique. Chacun d'eux est présenté à travers ses objectifs, ses avantages, ses limites et des exemples concrets afin d'illustrer les propos. Quelques conseils viennent également compléter ces éléments afin de faciliter la mise en œuvre de ces méthodes.

### **Pour une communication publique sans stéréotype de sexe : Guide pratique**

Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, 2022, 76 p.

[https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/guide\\_egacom\\_sans\\_stereotypes-2022](https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/guide_egacom_sans_stereotypes-2022)

Ce guide vise à donner des consignes pour adopter ce que l'on appelle une communication institutionnelle non sexiste, qui concerne plusieurs domaines d'expression (langage, images, composition de groupes. . .), suivant en cela sa démarche d'intégration de l'égalité dans l'ensemble des outils et politiques publiques.

<https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/stereotypes-et-roles-sociaux/zoom-sur/article/guide->



## Veille sectorielle

Action éducative/Sport - Action internationale/Europe

Aménagement et développement des territoires

Culture - Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats Publics

Economie - Emploi/Formation - Finances publiques/Gestion locale

Fonction publique/Statut - Information/Communication/TIC

Management/Ressources humaines

Outre-Mer - Sciences Humaines/Société - Sécurité civile et publique

Services techniques et transitions écologiques

Social/Santé



*On vous signale une expérience*

## Action éducative/Restauration scolaire/Sport

### Enfants et écrans : une campagne de sensibilisation et un site internet

Service-public.fr, 13/02/2023

<https://www.service-public.fr/particuliers/actualites/A16381?xtor=EPR-100>

Comment installer le contrôle parental sur vos ordinateurs et consoles, paramétrer le filtrage de certains contenus sur les réseaux sociaux ou encore limiter le temps d'écran ? Alors que 96 % des enfants français possèdent ou utilisent aujourd'hui au moins un équipement numérique, le gouvernement lance une campagne de sensibilisation à la parentalité numérique. C'est aussi l'occasion de faire connaître le site « [jeprotegemonenfant.gouv.fr](http://jeprotegemonenfant.gouv.fr) ».

<https://www.hcsp.fr/Explore.cgi/avisrapportsdomaine?clefr=759#:~:text=Le%20HCSP%20re>

<https://jeprotegemonenfant.gouv.fr/>

### Données scolaires : des relations à conforter entre académies et collectivités / LESAY Jean-Damien

Banquedesterritoires.fr, 07/02/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/donnees-scolaires-des-relations-conforter-entre-academies-et->

Les échanges de données entre académies et collectivités sont essentiels à la conduite des politiques éducatives publiques. Pourtant, s'ils sont répandus, ces échanges ne sont ni systématiques ni réguliers ni homogènes. Pour surmonter une insatisfaction chronique, une mission ministérielle avance des propositions.

### Lutte contre le harcèlement scolaire : les commissaires de justice invitent les collectivités à s'emparer du fléau / FAUVEL Virginie

Banquedesterritoires.fr, 06/02/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/lutte-contre-le-harcèlement-de-mineurs-les-commissaires-de>

La Chambre nationale des commissaires de justice, en partenariat avec la société privée Alertcys, développe un service dédié aux collectivités qui doit leur permettre de lutter contre le harcèlement des mineurs au niveau local. Les communes et communautés de communes volontaires sont invitées, par le biais d'une plateforme numérique, à devenir actrices de ce combat.

### La cour d'école inclusive : un guide de diagnostic et d'intervention dans une perspective de genre, 2018, 114 p.

[https://ia904702.us.archive.org/8/items/la-cour-decole-inclusive-equalsaree/Projet%20Pilote\\_](https://ia904702.us.archive.org/8/items/la-cour-decole-inclusive-equalsaree/Projet%20Pilote_)

Ce guide propose une méthodologie pour réaliser un diagnostic participatif et intervenir dans les cours d'écoles dans une perspective d'égalité des genres, à partir d'un processus de réflexion et d'apprentissage collectif.

Il a été conçu pour les cours d'écoles primaires, espace-temps dans lequel les filles et les garçons apprennent à se positionner et à interagir avec l'espace. Ces apprentissages sont ensuite reproduits dans les espaces publics, clarifiant le lien entre la conception des espaces, la construction sociale du genre et l'éducation spatiale différenciée que reçoivent les garçons et les filles.

Ce guide a pour objectifs d'accompagner les professionnel·les dans le processus de transformation des cours, pour créer des espaces éducatifs qui offrent les mêmes opportunités à tout le monde.

[☞ Retour sommaire](#)

## Action internationale/Europe

### **La diplomatie démultipliée** / MEERSMAN Jimmy

Actualité Juridique. Droit Administratif, 27/02/2023, n° 7/2023, p. 319-325

L'action extérieure des autorités locales se caractérise par la prééminence de l'Etat souverain, qui dispose du monopole de la diplomatie. Or, la société internationale du XXIème siècle a profondément évolué et est confrontée aujourd'hui à de nouveaux besoins. Dans ce contexte, la notion de diplomatie démultipliée permet une approche nouvelle de l'action extérieure des autorités locales françaises, Elle suppose l'action conjointe, d'une part, de l'Etat, et d'autre part, d'une ou plusieurs autorités locales dans la conduite de la politique étrangère de la France. Cette coopération multiniveau permet aux autorités locales de renforcer la voix diplomatique de la France. L'analyse montre que les changements qu'implique ce modèle ne nécessitent pas de modifier le droit en vigueur. Les obstacles sont moins de l'ordre du droit que de la compréhension de celui-ci.

### **La coopération transfrontalière des collectivités territoriales**

Inspection générale de l'administration, 07/2022, 53 p

<https://www.interieur.gouv.fr/content/download/133727/1059909/file/22035R%20-%20Coop>

La coopération transfrontalière entre collectivités locales intéresse directement près de 7 millions d'habitants, côté français, et de l'ordre de 500 000 actifs, principalement en direction du Luxembourg et de la Suisse. Elle est fondée sur un corpus juridique très riche, issu d'accords internationaux et de dispositions législatives, et se déploie selon des formes variées. Elle implique un accompagnement fort de l'Etat, compte tenu de l'imbrication des compétences et des enjeux diplomatiques. Pour lui donner plus d'efficacité, du point de vue de l'action de l'Etat, il convient d'améliorer le pilotage interministériel, pour mieux hiérarchiser les priorités et identifier les réponses techniques aux questions posées.

## Aménagement et développement des territoires

### **Vers des logements plus pérennes pour les gens du voyage** / LAZAROVA Rouja

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 27/02/2023, n° 2654, p. 36-38

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40548654/vers-des-logements-plus-perennes-pour-les>

On observe une tendance à la sédentarisation des gens du voyage. Les aires permanentes dédiées à un accueil temporaire ne correspondent plus à leurs besoins.

Afin de répondre à ce désir de stabilité, de nouvelles solutions se déploient, tels les terrains familiaux locatifs et l'habitat adapté.

Les départements, qui pilotent avec les préfetures les schémas départementaux, doivent tout d'abord réaliser un long diagnostic auprès des voyageurs.

### **Préserver et diversifier les terres agricoles** / LAISON Fanny

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 27/02/2023, n° 2654, p. 44

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40548675/preserver-et-diversifier-les-terres-agricoles->

L'observatoire créé par le pôle d'équilibre territorial et rural du cœur Entre-deux-Mers (Gironde) aide les communes à répertorier et à protéger leurs terres.

### **Patrick Henry : "Cessons d'opposer la ville dense à l'étalement urbain"** / PICOT David

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 27/02/2023, n° 2654, p. 18-19

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40548567/-cessons-d-opposer-la-ville-dense->

Patrick Henry, architecte et urbaniste, appelle à reconsidérer le sol et à "ne plus le consommer sans compter". Il propose un urbanisme des sols posé en alternative à la fois à l'étalement et à la ville dense.

[Retour sommaire](#)

### **Un urbanisme transitoire fait pour durer** / SIGOT Françoise

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 20/02/2023, n° 2653, p. 44-46

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40527640/un-urbanisme-transitoire-fait-pour-durer>

Les projets d'urbanisme transitoire montrent leur valeur ajoutée pour mieux définir les programmations définitives, mais semblent moins efficaces que les occupants.

Si elles sont placées dans une vision plus globale des politiques publiques, les occupations temporaires maximisent les chances de succès pour leurs occupants.

En se dotant d'outils d'accompagnement et de suivi, les collectivités parviennent aujourd'hui à mieux construire l'après de l'occupation temporaire.



### **Des habitants au volant de voitures de service électriques** / BERKOVICIUS Christine

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 20/02/2023, n° 2653, p. 47

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40527644/des-habitants-au-volant-de-voitures-de->

En dehors des temps d'utilisation par les agents, des véhicules de service sont partagés et loués à l'heure aux habitants du département de l'Orne.

### **Zones à trafic limité : moyens et modalités de contrôle (2/2)** / REY Simon, ACHARD Benjamin

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 20/02/2023, n° 2653, p. 60-61

<https://www.lagazettedescommunes.com/852320/moyens-et-modalites-de-contrôle-des-zones-a-traffic>

La création de zones d'apaisement ou à trafic limité doit composer avec l'absence de régime dédié au sein du code général des collectivités territoriales ou du code de la route. Dans cette seconde analyse dédiée à ce dispositif, Simon Rey et Benjamin Achard, avocats au cabinet Adaltys, en décrivent les moyens et modalités de contrôle.

### **Le village aux sept tiers-lieux** / BORDENET Camille

Monde - le magazine, 18/02/2023, p. 44-50

Eco-tiers-lieu, passerelle rurale, coworking. . . Les habitants de Lormes, dans la Nièvre, ont dû s'initier à de nouveaux codes avec l'arrivée des trois dernières années de plus de cent foyers, pour la plupart venus de la ville. Des arrivants aux idées audacieuses dont il a bien fallu admettre qu'ils apportaient un certain élan.



### **Innovation et outils participatifs : Le Cerema teste Play-Mobile, un jeu pour construire ensemble la mobilité durable et l'aménagement**

TheConversation.com, 14/02/2023

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/innovation-outils-participatifs-cerema-teste-play-mobile-jeu>

Comment réaménager une rue en favorisant des mobilités décarbonées ? Comment associer les enjeux de mobilité et d'aménagement ? Comment choisir parmi plusieurs hypothèses ? Un jeu collaboratif développé en partenariat avec le Cerema, permet d'appuyer la concertation dans le cadre des projets d'écomobilité et de sensibiliser différents publics aux enjeux de mobilité. Créé par Playtime et L'Arbre Mobile, le jeu a été testé dans le cadre de plusieurs projets. Le Cerema présente le concept.

### **Ruralité : « L'attractivité des territoires passe aussi par des innovations organisationnelles »**

Monde (le), 04/02/2023

<https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/02/04/ruralite-l-attractivite-des-territoires-passe-aussi-par>

Coincés dans les grandes villes à l'heure des confinements, beaucoup ont rêvé de verdure et de campagne. Certains ont fait le grand saut, profitant du développement du télétravail. Mais des études récentes montrent que les déménagements dans des villes moyennes ou des banlieues ont été les plus nombreux : 80 % des Français vivent en ville et, quoi qu'on en pense, habiter à la campagne, cela signifie encore souvent accès difficile à l'emploi, vie culturelle limitée, transports incessants... une situation aggravée par les prix élevés de l'essence.

C'est pour lutter contre ces freins à l'installation des jeunes générations dans les zones rurales que l'Union européenne a lancé un programme baptisé Smart Rural 21, qui vient de s'achever et que nous avons étudié.

[↩ Retour sommaire](#)



### **De nouvelles formes de partenariat public-privé ? Un appel à projet innovant à Grenoble**

Metropolitiques.eu, 02/02/2023

<https://metropolitiques.eu/De-nouvelles-formes-de-partenariat-public-privé.html>

Face à l'austérité budgétaire, la Ville de Grenoble se donne un nouveau rôle de maîtrise d'ouvrage publique en recourant aux APUI. À la fois garante, propriétaire et facilitatrice, elle réinvente l'usage d'un foncier sous-exploité tout en préservant l'intérêt général.

### **Alimentation durable : Quelle assiette pour atteindre la neutralité carbone ?**

ADEME Magazine, 02/2023, n° 162, p. 6-11

<https://librairie.ademe.fr/consommer-autrement/6074-ademe-magazine-n-162-fevrier-2023.html#/44->

La société attend des agriculteurs qu'ils adoptent des pratiques plus durables. Mais, pour nombre de cultivateurs et d'éleveurs, il faudrait d'abord que les consommateurs tirent le marché en ce sens, en achetant mieux. Arrêtons de nous renvoyer la balle : pour une transition réussie, il faut tous agir en simultanément.

### **Plans locaux d'urbanisme : la nouvelle génération qui refait le monde / GUILLON Nicolas**

Traits urbains, 02/2023, n° 133, p. 26-37

Il aura fallu vingt ans et deux arrêts de censure du Conseil d'État pour transposer définitivement en droit français la directive européenne du 27 juin 2001 relative à l'"évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement". Adopté en application de la loi d'accélération et de simplification de l'action publique, dite "loi Asap", le décret du 13 octobre 2021 est enfin venu parachever l'introduction de l'évaluation environnementale dans les documents d'urbanisme. La vague verte des élections municipales de 2020 a fait prendre de l'élan à une nouvelle génération de PLU(i) amenée à faire du développement durable un développement incontournable.

### **Pourquoi les transports en commun urbains patinent / GRIMAULT Vincent**

Alternatives économiques, 02/2023, n° 431, p. 38-41

<https://www.alternatives-economiques.fr/transports-commun-urbains-patinent/00105798>

Depuis le Covid, les réseaux de transports en commun urbains font face à plusieurs difficultés. Des pistes existent pour y remédier, mais elles nécessitent des choix politiques peu consensuels.

### **ZFE : casse-tête pour les collectivités et risque social ? / PARADIS Jérémy**

WEKA le mag, 01/2023, n° 7, p. 20-25

Afin de lutter contre la pollution de l'air par le dioxyde d'azote et les particules fines, les lois d'orientation des mobilités (2019) et climat et résilience (2021) fixent un cadre et des obligations pour la mise en place de Zones à faibles émissions mobilité (ZFE-m) dans lesquelles les voitures les plus polluantes sont interdites. Actuellement, 11 agglomérations ont mis en place une ZFE-m. D'ici 2025, 32 supplémentaires seront créées dans les agglomérations de plus de 150 000 habitants. Leur déploiement, approuvé par les acteurs de l'environnement, est décrié par des instances d'usagers de la route.

## **Culture**

### **Éducation artistique et culturelle : le gouvernement dévoile ses objectifs et mobilise les collectivités**

Maire-info.com, 10/02/2023

<https://www.maire-info.com/culture/education-artistique-culturelle-gouvernement-devoile-ses-objectifs>

Le 15 février 2023, le gouvernement a tiré le bilan de sa « politique d'éducation artistique et culturelle », en particulier du Pass culture, considéré comme une « politique prioritaire ». Il compte notamment sur les collectivités pour développer l'éducation artistique et culturelle.

[↩ Retour sommaire](#)

## **Les festivals entre l'éphémère et le permanent, une dynamique culturelle territoriale ?**

Culture études, 02/2023, 32 p.

<https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications/Collections-de->

Près de 7 300 festivals ont connu une édition en 2019 et ont été recensés dans le cadre d'un ambitieux projet de cartographie nationale. De taille et d'envergure très différentes, certains festivals comptent plusieurs dizaines de propositions quand d'autres s'apparentent plus à une fête de village inscrite dans une démarche artistique ou culturelle. Cette grande diversité forme la richesse de la réalité festivalière, qui s'est développée à la faveur des politiques culturelles mises en œuvre à partir de 1981, en mettant à l'honneur la dimension événementielle et son aspect festif.

Cette ambition de recensement national porte sur les festivals ayant connu une édition en 2019 (ou en 2018 pour les biennales). Trois autres critères cumulatifs ont été retenus pour définir le périmètre : avoir connu au moins deux éditions, se dérouler sur plus d'une journée et proposer au moins cinq programmations artistiques (concerts, représentations, spectacles...). L'analyse est réalisée à l'échelle régionale puis départementale ; un focus sur la région Occitanie est également proposé.

[https://www.culture.gouv.fr/fr/content/download/324432/pdf\\_file/CE-2023-2-cartographie](https://www.culture.gouv.fr/fr/content/download/324432/pdf_file/CE-2023-2-cartographie)

**Visites de musée et d'exposition au fil de l'âge** / BERTHOMIER Nathalie, JONCHERY Anne  
Ministère de la culture, Département des études, de la prospective et des statistiques, 01/2023, 26 p

[https://www.culture.gouv.fr/fr/content/download/322368/pdf\\_file/CE-2023-1-Visites](https://www.culture.gouv.fr/fr/content/download/322368/pdf_file/CE-2023-1-Visites)

La fréquentation des musées et expositions et les rapports à la visite évoluent-ils selon l'âge des individus ?

Le département des études, de la prospective, des statistiques et de la documentation (DEPS) publie une étude sur les visites de musée et d'exposition au fil de l'âge. Menée auprès de 2 300 individus représentatifs de la population française du panel ELIPSS (Étude longitudinale par internet pour les sciences sociales), l'enquête Pratiques de visites des Français administrée en 2018 permet d'observer de manière détaillée les comportements de visite de musée et d'exposition. La fréquentation des musées et expositions et les rapports à la visite évoluent selon l'âge des individus : le rythme des visites, les genres de musées visités mais aussi les motivations et les freins à la sortie muséale peuvent être spécifiques à certains temps de la vie.

<https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications/Collections-de->

## **Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats publics**

**Conflits d'intérêts : prévenir les risques au sein des associations (2/3)** / GOUTAL Marie, GOUTAL Yvon

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 27/02/2023, n° 2654, p. 52-53

<https://www.lagazettedescommunes.com/853900/les-cles-pour-prevenir-les-risques-de-conflit->

S'agissant des associations, il est aisé de croire que le risque de conflit d'intérêts est nul. Mais la nature véritable du conflit d'intérêts, au sens légal, impose d'écarter cette idée reçue. Voici les clés pour prévenir ces risques au sein des associations.

**Domaine privé : Conclusion des titres d'occupation - la liberté retrouvée ?** / GOACHET Victoria, MALBETE Louis

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 27/02/2023, n° 2654, p. 50-51

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40548709/conclusion-des-titres-d-occupation-la-liberte->

Longtemps, le Conseil d'État a jugé que l'octroi des titres d'occupation du domaine public et, a fortiori, du domaine privé, ne devait pas faire l'objet d'une mise en concurrence.

La décision du 2 décembre 2022 rendue par le Conseil d'État permet la conclusion de gré à gré de la plupart des titres d'occupation du domaine privé.

Cette décision doit toutefois être maniée avec prudence, parce qu'une obligation de publicité et de mise en concurrence pourrait demeurer nécessaire dans certains cas.

[↩ Retour sommaire](#)

### **Le changement de nom est facilité, pas le travail des agents** / MENGUY Brigitte

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 27/02/2023, n° 2654, p. 10

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40548470/le-changement-de-nom-est-facilite-pas-le>

La procédure simplifiée relative au changement de nom est applicable depuis le 1er juillet 2022.  
Un défi en plus pour les services d'état civil.

### **À quelle sauce les régions doivent-elles être mangées ?** / FORRAY Jean-Baptiste

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 27/02/2023, n° 2654, p. 6-8

<https://www.lagazettedescommunes.com/854210/a-quelle-sauce-les-regions-doivent-elles-etre>

Dans son essai « La France en miettes », le politologue Benjamin Morel met en garde contre le risque d'une France vendue à la découpe au gré des revendications régionalistes. Un danger que conteste son collègue Romain Pasquier, adepte de la différenciation territoriale. Débat.

### **Un guide méthodologique sur le Spaser proposé aux collectivités** / ELIE Mathilde

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 27/02/2023, n° 2654, p. 45

<https://www.lagazettedescommunes.com/850997/spaser-un-guide-methodologique-a-disposition-des->

France Urbaine a rassemblé dans un document ses conseils pour la mise en œuvre et le suivi des schémas de promotion des achats socialement et écologiquement responsables.

[https://franceurbaine.org/sites/franceurbaine.org/files/documents/franceurbaine\\_org/publication](https://franceurbaine.org/sites/franceurbaine.org/files/documents/franceurbaine_org/publication)

### **L'expertise des acheteurs au service de l'évaluation de leurs achats** / VILLEDIEU Clémence

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 27/02/2023, n° 2654, p. 42-43

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40548671/l-expertise-des-acheteurs-au-service-de>

Pour renforcer leurs choix politiques et répondre aux exigences législatives, les collectivités doivent mettre en place des outils de mesure de l'impact de leurs achats publics.

L'évaluation trouve sa place de la définition de l'achat jusqu'à l'exécution des marchés. Elle s'attache à la performance des services et des procédures.

En s'appuyant sur la participation volontaire des acheteurs et en renforçant leurs partenariats avec des acteurs extérieurs, les gestionnaires avancent pas à pas.

### **"Le délitement des services publics semble signer notre déclin collectif"**

Libération, 24/02/2023, p. 16-17

Hôpitaux, écoles, EDF... La crise des fleurons publics nourrit chez les Français «sidération» et «colère», décrit le politologue et sondeur Jérôme Fourquet, d'autant plus que les prélèvements n'ont pas baissé en proportion. Il met en garde contre les conséquences de cette «blessure d'orgueil national».



### **Tok Tok, une camionnette qui roule pour la participation citoyenne** / LE FOLL Clément

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 20/02/2023, n° 2653, p. 50-51

<https://www.lagazettedescommunes.com/852216/tok-tok-une-camionnette-qui-roule-pour-la>

Une fourgonnette sillonne la communauté de communes Coutances mer et bocage pour recueillir les témoignages des habitants sur les thématiques qui les concernent au quotidien.

Cette expérience permet aux citoyens de rencontrer des agents territoriaux et de donner leur avis sur des problématiques liées à la famille, la jeunesse et les mobilités.

Les organisateurs ont défini 34 étapes, se déplaçant ainsi à bord du véhicule dans des dizaines de communes, munis d'outils et de jeux à l'attention des habitants.

### **L'encadrement jurisprudentiel des rapports entre collectivités locales et cultes** / CHASSAGNE

Cécile

Actualité Juridique. Droit Administratif, 20/02/2023, n° 6/2023, p. 269-274

La question de la pratique des cultes en France est toujours sujette à de nombreux débats. Les collectivités territoriales sont particulièrement impliquées dans celui-ci, dans la mesure où elles sont les principales propriétaires d'édifices culturels, mais également les premières concernées par les évolutions des pratiques religieuses. Or, leurs interventions doivent se faire dans le cadre de la loi de 1905, éclairée par l'interprétation du juge administratif. Il a permis, au travers de sa jurisprudence, d'éclairer deux aspects de l'intervention des collectivités territoriales dans le domaine des cultes : vis-à-vis de leur domaine et dans leurs relations avec les associations. Dans les deux cas, la même question est soulevée : que peuvent faire les collectivités territoriales sans enfreindre la règle du non subventionnement des cultes ?

[Retour sommaire](#)

## Comment déclarer sans suite un marché public ?

Technicite.fr, 02/2023, n° 360, p. 50-51

<http://gazette-pvgpsla6.lagazettedescommunes.com/fr/pvPageH5B>

L'acheteur possède une marge de manœuvre pour abandonner une consultation en cours. Il peut la déclarer sans suite pour cause d'infructuosité ou motif d'intérêt général.

## L'innovation dans la commande publique [Dossier]

Contrats publics : l'Actualité de la commande et des Contrats publics, 02/2023, n° 239, p. 13-72

Intégrer l'innovation dans les achats publics permet de soutenir les entreprises innovantes tout en offrant aux citoyens un service public de meilleure qualité. Avant de déterminer quelles procédures spécifiques ou de droit commun peuvent être utilisées par les acheteurs pour passer un marché innovant, il est nécessaire de caractériser précisément l'innovation dans le cadre de la commande publique. En outre, afin de prendre en compte les diverses innovations pouvant survenir lors de l'exécution des contrats, les parties au contrat disposent d'un certain nombre d'outils permettant d'adapter leurs relations contractuelles.

## L'équipe type des acteurs publics 2023 (extrait) : France Burgy

WEKA le mag, 01/2023, n° 7, p. 38-39

Elle a connu 1 000 vies et fait face à de multiples défis. Des missions, parfois délicates, qui ont confirmé sa volonté d'entreprendre avec sens, dans une logique partagée, pour le progrès des acteurs du service public. Une condition qu'elle met en pratique comme Directrice générale du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT).

# Emploi/Formation

## Jérémy Lamri : "Métavers et WEB 3.0 vont impacter la formation"

Info formation (I), 01/03/2023, n° 1049, p. 30-31

Entrepreneur spécialiste de la transformation des organisations par l'innovation, Jérémy Lamri préférerait "sincèrement que le métavers n'existe pas" ! Mais parce que le meilleur moyen de ne pas subir est de comprendre, il partage ses réflexions dans l'ouvrage "Métavers et RH, paru aux éditions EMS;

## "Le travail est une activité politique" - Entretien avec Anthony Hussenot, professeur des universités en sciences de gestion / BRILLET Frédéric

Entreprise et carrières, 20/02/2023, n° 1612, p. 16-17

Dans "Pourquoi travailler ?", publié chez EMS, Anthony Hussenot s'interroge sur la place du travail dans nos sociétés. Critiqué quand il manque de sens, mais loué pour sa contribution au lien social et à la construction de soi, il connaît une nouvelle mutation qui affecte tant la place que la forme qu'il prend dans nos vies. Du travail moderne, nous passons au travail expressif, dans lequel la réalisation de soi importe le plus.

## Ces retraités qui travaillent

Entreprise et carrières, 20/02/2023, n° 1612, p. 10-13

Le cumul emploi-retraite recouvre des situations variées. Certaines dispositions limitent le développement de ce dispositif -qu'il importe surtout de préparer pour l'adopter. . .

## Formation de certains agents pour favoriser leur évolution professionnelle : les apports du décret n° 2022-1043 du 22 juillet 2022 / MOZOL Patrick

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 02/2023, n° 2, p. 100-103

- Nouveau contexte normatif : le droit semi-codifié de la fonction publique
- Un renforcement généralisé de la formation des agents publics
- Un renforcement ciblé de la formation des agents publics
- Une illustration supplémentaire de la "travaillisation" du droit de la fonction publique

[Retour sommaire](#)



**Grande bibliothèque** / France Compétences, 2023, consulté le 21/02/2023

<https://www.la-grande-bibliotheque.francecompetences.fr/app/france-competences>

Le point d'entrée unique vers l'ensemble des travaux publiés par les observatoires des branches professionnelles.

## Finances publiques/Gestion locale

### Comment financer la transition écologique ?

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 27/02/2023, n° 2654, p. 17

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40548561/comment-financer-la-transition-ecologique>

Opinion de Michel Klopfer, fondateur du cabinet Michel Klopfer, quant à la création de fonds verts pour financer la transition écologique. . . et autres solutions.

### Finances locales : le bilan d'ensemble pour 2022 est meilleur que prévu / BEUREY Thomas

Localtis.info, 24/02/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/finances-locales-le-bilan-densemble-pour-2022-est-meilleur-que->

Mises en ligne par la direction générale des finances publiques, les données concernant l'évolution des budgets locaux sur l'année 2022 sont rassurantes. Le secteur public local a vu ses marges de manœuvre continuer de progresser l'an dernier, en dépit de l'envolée des prix et de l'augmentation du point d'indice de la fonction publique.

[https://www.impots.gouv.fr/sites/default/files/media/9\\_statistiques/data\\_colloc/smcl\\_n4/smcl\\_4](https://www.impots.gouv.fr/sites/default/files/media/9_statistiques/data_colloc/smcl_n4/smcl_4)

### L'accès des collectivités locales aux aides d'Etat et aux fonds européens [50 questions sur] /

MIDOL MONNET Ludovic

Courrierdesmairies.fr, 09/02/2023

<https://www.courrierdesmairies.fr/article/l-acces-des-collectivites-locales-aux-aides-d-etat-et-aux-fonds->

Si les collectivités locales sont fréquemment amenées à soutenir des entreprises ou des associations de leur territoire par le biais de subventions ou d'autres types d'aides publiques (parfois qualifiables « d'aides d'Etat »), les acteurs publics locaux ignorent, trop souvent, qu'ils ont eux-mêmes la possibilité de solliciter de l'Etat, d'autres collectivités, voire de l'Union européenne, des financements complémentaires pour mener à bien leurs projets. Dans un contexte de raréfaction des ressources publiques locales et de baisse constante des dotations de l'Etat aux collectivités, il n'est pas inintéressant de retracer les conditions dans lesquelles ces dernières peuvent, lorsqu'elles portent un projet, solliciter des « aides d'Etat » ou un cofinancement européen.

50 questions-réponses sur les conditions, les risques en la matière et les préconisations utiles aux porteurs publics de projets.

### Les finances locales 40 ans après les lois de décentralisation [Dossier]

Revue française de finances publiques, 02/2023, n° 161, p. 3-138

- Les finances locales et la décentralisation, destins liés ou croisés ? Par Alain Pariente
- Quel modèle de gouvernance financière locale pour demain ? Par Michel Bouvier
- Lever les malentendus persistants autour de la clause de compétence générale Par Matthieu Rouveyre
- Le rôle des nouvelles figures normatives dans l'évolution des rapports entre l'État et les collectivités territoriales Par Pascal Combeau
- La voie girondine Par Jean-Luc Gleyze
- Questions et dialogues Par Étienne Douat
- L'intercommunalité, levier de la transformation des finances locales ? Par Loïc Levoyer
- Les garanties en finances locales Par Matthieu Houser
- Mutation(s) de la fiscalité locale française : évidences ou incertitudes ? Par Aurélien Baudu
- Les CRC, acteurs renouvelés du contrôle local Par Danièle Lamarque
- L'adaptation de l'administration des finances à la décentralisation Par Michel Le Clainche
- Les enjeux financiers de la décentralisation des routes nationales suite à la loi « 3DS » Par Jean-François Calmette

[↩ Retour sommaire](#)

## **Bilan final de l'expérimentation de la certification des comptes locaux**

LFT : lettre du financier territorial (la), 02/2023, n° 384, p. 16-22

[https://financierterritorial.fr/article\\_bilan-final-de-l-experimentation-de-la-certification-des-comptes](https://financierterritorial.fr/article_bilan-final-de-l-experimentation-de-la-certification-des-comptes)

La loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a entraîné de nombreuses évolutions dans le domaine de la décentralisation. Elle prévoit, en son article 110, une expérimentation des "dispositifs destinés à assurer la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements, afin d'établir, notamment, les conditions préalables et nécessaires à une certification des comptes du secteur public local."

Cette expérimentation se fonde sur des conventions conclues avec les ordonnateurs de ces collectivités. Dans son rapport final de janvier 2023, la Cour tire les enseignements des efforts conduits.

Il en ressort que, pour être concluant, le travail expérimental mené sur la certification "suppose plusieurs évolutions comptables et de gestion" pour se conformer aux objectifs formulés à l'article 47-2 de la Constitution selon lequel "Les comptes des administrations publiques sont réguliers et sincères. Ils donnent une image fidèle du résultat de leur gestion, de leur patrimoine et de leur situation financière." Néanmoins, en l'état actuel, l'objectif est loin d'être tenu.

Tour à tour, seront examinés le bilan proprement dit, les conditions et les modalités de la certification selon la Cour des comptes.

## **Évaluation des politiques publiques : vers une pratique intégrée au pilotage de l'action publique /**

GOTER Françoise, KHENNICHE Samia

Gestion et management publics, 2022, n° 3, p. 35-56

<https://www.cairn.info/revue-gestion-et-management-public-2022-3-page-35.htm>

L'évaluation des politiques publiques en France est soumise à un paradoxe : louée par l'ensemble des parties prenantes de l'action publique, elle n'est que faiblement pratiquée ; lorsqu'elle est pratiquée, elle n'alimente que peu le pilotage de l'action publique. À partir d'une recherche-intervention longitudinale réalisée de 2018 à 2020 concernant le dispositif public Atelier Santé Ville d'une métropole française, cet article s'interroge sur les apports d'une démarche d'évaluation articulée au pilotage de la performance et intégrant les parties prenantes. Après avoir mis en évidence les résultats de l'évaluation des impacts socio-économiques de ce dispositif public, nous proposons les caractéristiques de ce que pourrait être une évaluation participative et intégrée au pilotage de l'action publique.

## **Fonction publique/Statut**

### **Les règles de cumul d'activités en dix questions / SOYKURT Sophie**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 27/02/2023, n° 2654, p. 28-29

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40548634/les-regles-de-cumul-d-activites>

En principe, les agents doivent consacrer l'intégralité de leur activité professionnelle aux tâches qui leur sont confiées et ne peuvent exercer d'activité privée lucrative.

Les agents publics peuvent, toutefois, être autorisés à pratiquer une activité accessoire, lucrative ou non, auprès d'organismes publics ou privés.

Jusqu'au 30 décembre 2025, les agents publics ont la possibilité de cumuler leur emploi avec une activité rémunérée de conduite de transports scolaires ou assimilés.

### **Fonction publique : les difficultés de recrutement par concours**

Vie-publique.fr, 23/02/2023

[https://www.vie-publique.fr/eclairage/272337-fonction-publique-les-difficultes-de-recrutement-par-](https://www.vie-publique.fr/eclairage/272337-fonction-publique-les-difficultes-de-recrutement-par)

Grâce à la diversité des métiers proposés, la fonction publique est accessible à des profils variés (infirmiers, agents administratifs, sapeurs-pompiers, enseignants, militaires, architectes, jardiniers. . .). Pourtant, l'attractivité des concours et des métiers s'érode.

[↩ Retour sommaire](#)

### **Le statut des contractuels précisé par décret / RIFFARD Jennifer**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 20/02/2023, n° 2653, p. 58-59

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40527687/le-statut-des-contractuels-precise-par-decret>

Les agents contractuels sont, malgré leur recrutement par contrat, soumis aux dispositions légales et réglementaires auxquelles leur contrat ne peut pas déroger.

Ces dispositions, désignées sous le terme de "mini-statut", sont essentiellement énoncées par le décret du 15 février 1988 modifié par un nouveau décret du 12 août 2022.

Le mini-statut des agents contractuels tend, de plus en plus, à se rapprocher du statut régissant la situation des agents titulaires.

### **Vite, dépoussiérons le concours ! [Dossier] / PARNAUDEAU Maud**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 20/02/2023, n° 2653, p. 36-43

<https://www.lagazettedescommunes.com/852873>

Alors que la fonction publique territoriale peine déjà à recruter, le concours constitue un frein supplémentaire à son attractivité. Si son principe n'est pas remis en cause en tant que tel, ses modalités apparaissent en décalage avec l'époque. En dépit des efforts de professionnalisation, les méthodes et les critères de sélection sont jugés par les candidats encore trop académiques et déconnectés de leurs futures missions. La vocation des concours ne semble plus comprise.

Contenu des épreuves, concours sur titres, diversification des voies d'accès, préparation, modalités d'organisation : des pistes d'évolution sont envisagées pour redorer le blason de cette voie (pourtant) royale vers la territoriale notamment dans un entretien croisé entre Véronique Sauvage, présidente de la FS n°2 du CSFPT et de Michel Hiriart, président de la FNCDG.

<https://www.senat.fr/rap/a19-146-6/a19-146-61.pdf>

<https://www.senat.fr/rap/a22-121-5/a22-121-51.pdf>

### **Les catégories active et sédentaire dans la FTP / SOYKURT Sophie**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 20/02/2023, n° 2653, p. 34-35

<https://www.lagazettedescommunes.com/852558/les-emplois-de-categorie-active-ou-sedentaire-en->

Tout emploi non désigné par un arrêté interministériel ou par une décision de rattachement est réputé être classé en catégorie sédentaire.

Le fait d'occuper pendant une certaine durée un emploi de catégorie active donne notamment la possibilité au fonctionnaire concerné de partir à la retraite de manière anticipée.

Le classement en catégorie active ne concerne qu'un nombre limité d'emplois soumis à ce risque particulier ou à des fatigues exceptionnelles.

### **Les LGBTphobies dans l'angle mort des collectivités / LE NAOUR Emeline**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 20/02/2023, n° 2653, p. 33

<https://www.lagazettedescommunes.com/852344/les-lgbtphobies-dans-langle-mort-des-collectivites/>

Les violences subies par les agents lesbiennes, gays, bisexuels, trans, queers ou intersexes sont peu visibles. Une poignée de collectivités lancent des plans d'action.

### **Dans la fabrique des serviteurs de la Sécu : «Nous sommes des artisans de la cohésion sociale»**

Monde - le magazine, 18/02/2023, p. 52-54

L'École nationale supérieure de Sécurité sociale forme les futurs cadres d'une institution très critiquée. Ces « énarques de la Sécu » s'engagent dans une mission délicate, à l'heure où le financement du système est au cœur du débat sur la réforme des retraites.

### **La suspension / Centre de Gestion de la FPT de la Grande Couronne Ile-de-France, 02/2023, 5 p**

<https://www.cigversailles.fr/files/2023-02/CI%C3%A9%20du%20statut%20-%20La%20suspension.pdf>

Cette nouvelle clé du statut intègre les modifications relatives au régime de la suspension des agents contractuels, qui ont été introduites par le décret n° 2022-1153 du 12 août 2022

La suspension est une mesure administrative « conservatoire » qui a pour objet d'écartier provisoirement un agent de droit public (fonctionnaire ou contractuel) de ses fonctions, lorsqu'il a commis une faute grave.

La mesure de suspension peut être prononcée en cas de faute grave commise par un agent de droit public (manquement à une obligation professionnelle ou une infraction de droit commun commise pendant le service ou en dehors). Pour que cette mesure soit légale, les faits reprochés doivent présenter un caractère de gravité et de vraisemblance suffisant à la date de la suspension (CE, 11 juin 1997, n°142167).

[Retour sommaire](#)

## **Formation de certains agents pour favoriser leur évolution professionnelle : les apports du décret n° 2022-1043 du 22 juillet 2022 / MOZOL Patrick**

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 02/2023, n° 2, p. 100-103

- Nouveau contexte normatif : le droit semi-codifié de la fonction publique
- Un renforcement généralisé de la formation des agents publics
- Un renforcement ciblé de la formation des agents publics
- Une illustration supplémentaire de la "travaillisation" du droit de la fonction publique

## **Nous avons besoin de fonction publique [Dossier]**

Après-demain, 2023, n° 1, p. 3-39

<https://www.cairn.info/revue-apres-demain-2023-1.htm>

Au sommaire :

- Force publique, fonction publique, service public
- Pourquoi la fonction publique ?
- Fonction publique, fonctions publiques
- Quelle haute fonction publique, de 1789 à 2023 ?
- Les régimes des agents de la fonction publique en Europe : un aperçu des évolutions
- Le statut général des fonctionnaires : une modernité ancrée dans l'histoire
- La fonction publique de l'éducation nationale
- Quel travail dans le service public hospitalier ?
- Les catégories B, C, les contractuels et l'externalisation : le règne des prestataires
- Des fonctionnaires, pour un service public de qualité
- La noblesse managériale publique-privée aux manettes des démantèlements
- La déontologie dans la fonction publique
- Nous avons besoin de la fonction publique

## **Information/Communication/TIC**

### **Cyberattaques: comment éviter le pire? [Dossier] / THIERRY Gabriel**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 27/02/2023, n° 2654, p. 30-35

Même si le nombre d'attaques semble s'être stabilisé en 2022, la cybermenace reste très forte. Les collectivités ne doivent pas baisser la garde et, au contraire, poursuivre leurs efforts pour élever leur niveau de sécurité.

Cet effort est à leur portée. Face à des pirates informatiques opportunistes, les collectivités doivent d'abord faire en sorte de ne pas être les cibles les plus faciles en musclant leurs défenses numériques.

La recette de ces efforts de protection élémentaires consiste à adopter une série de règles d'hygiène de base. Si ces dernières n'empêchent pas forcément l'arrivée d'une crise, elles pourront toutefois en diminuer grandement les effets.

<https://www.lagazettedescommunes.com/848580/cybersecurite-une-carte-des-victimes-pour->

[https://www.ssi.gouv.fr/uploads/2017/01/guide\\_hygiene\\_informatique\\_anssi.pdf](https://www.ssi.gouv.fr/uploads/2017/01/guide_hygiene_informatique_anssi.pdf)

<https://www.amf.asso.fr/m/document/fichier.php?FTP=56f2b627965afd171c8c5e67cf853066>

### **L'IA va-t-elle nous remplacer ?**

Le 1, 01/02/2023, n° 432

Les technologies d'intelligence artificielle servaient déjà de toile de fond à notre quotidien, à travers les applications de commerce ou de navigation par exemple. Avec ChatGPT, capable de rédiger des textes sur n'importe quel sujet, ou encore Midjourney et les autres plateformes de génération d'images ou de sons, leur utilisation est désormais à portée du grand public. Jusqu'où l'IA va-t-elle changer nos vies ?

Ce numéro du 1 esquisse les premières évolutions déjà observées, dans le domaine du travail, de l'éducation ou de la culture. Il s'interroge, aussi, sur la mainmise des géants du numérique sur ces technologies – mainmise qui paraît, à ce stade, bien plus alarmante qu'une hypothétique révolte des machines.

[☞ Retour sommaire](#)

### **Les collectivités territoriales sur écoute** / BRESSON Chrystel

Podcast Magazine, 02/2023, n° 2, p. 62-63

Dans le monde bouillonnant du podcast, il faut désormais compter sur ceux des communes, communautés d'agglomération, métropoles, Départements et autres Régions. Ici c'est l'Ain, Entreprendre à Montpellier, Raconte-moi Rennes, Prochain arrêt, Ondulation, La voix de l'Eau ! ... sont quelques exemples de productions originales de ces collectivités territoriales. Elles voient, dans l'utilisation de ce nouvel outil, la possibilité de créer une relation privilégiée avec leurs publics, une façon de communiquer autrement.

## **Management/Ressources humaines**

### **Discriminations à l'embauche : la territoriale n'est pas épargnée** / PARNAUDEAU Maud

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 27/02/2023, n° 2654, p. 20-22

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40548585/discriminations-a-l-embauche-la-territoriale>

Les candidats à un emploi public peuvent, comme dans le privé, subir des discriminations. Rendre les critères de sélection objectifs et le processus de recrutement transparent fait partie des mesures garantissant que tous les profils sont évalués sur un pied d'égalité.

### **Les objectifs pros : une ligne de mire qui motive autant qu'elle décourage**

Welcometothejungle.co, 24/02/2023

<https://www.welcometothejungle.com/fr/articles/objectifs-professionnels-stress>

Avec la rentrée des classes – ou plutôt celle au bureau, dans ce cas précis – on fait souvent le point sur l'année qui démarre. Au programme ? Bilan avec votre manager, bonnes résolutions et entretien annuel. L'occasion de se voir fixer de nouveaux objectifs : chiffres à atteindre, clients à signer, projets à concrétiser... Parfois, la barre est placée très haut et malgré votre motivation, votre estomac se noue. C'est d'ailleurs là toute l'ambivalence de ces sacro-saints objectifs

### **Gestion des ressources humaines : le CSFPT réclame la création d'un "véritable tableau de bord" statistique**

Banquedesterritoires.fr, 20/02/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/gestion-des-ressources-humaines-le-csfpt-reclame-la-creation>

Le conseil supérieur de la fonction publique territoriale (CSFPT) propose, dans un rapport qu'il a adopté à l'unanimité le 15 février, d'enrichir la connaissance statistique des principaux outils inscrits dans la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique (TFP). Essentiel, l'enjeu est notamment de permettre d'enrichir le dialogue social.



### **Les agents récompensés s'ils économisent l'énergie** / VIGNE LEPAGE Véronique

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 20/02/2023, n° 2653, p. 29

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40527603/les-agents-recompenses-s-ils-economisent>

La ville de Romans-sur-Isère incite ses agents à participer à son plan de sobriété énergétique. Moyennant octroi d'une prime de participation.

### **Formation : Le management frugal, ou faire mieux sans dépenser plus** / PARNAUDEAU Maud

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 20/02/2023, n° 2653, p. 31

<https://www.lagazettedescommunes.com/852168/le-management-frugal-ou-faire-mieux-sans>

Une formation construite avec le CNFPT vise à engager les agents dans un processus d'amélioration pragmatique et économe. Exemple dans la CC de Parthenay-Gâtine (Deux-Sèvres).

### **Recrutement : Pour attirer les agents, priorité au logement** / KRASSOVSKY Julie

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 20/02/2023, n° 2653, p. 26-28

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40527599/pour-attirer-les-agents-priorite-au-logement>

Lors d'une mobilité ou d'un recrutement, la question du logement fait partie des préoccupations des agents, comme de celles des collectivités. Elles doivent donc mettre en place différentes solutions pour y répondre.

[Retour sommaire](#)

### **Le casse-tête des managers pour accompagner les "seniors" / LE NAOUR Emeline**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 20/02/2023, n° 2653, p. 14

<https://www.lagazettedescommunes.com/850330/retraites-le-casse-tete-des-managers-pour->

Avec le projet de réforme des retraites en cours d'examen au Parlement, des seniors voient s'éloigner la perspective d'un départ prochain à la retraite. Si le départ légal à 64 ans n'est pas encore acté, c'est un nouveau coup au moral que les managers doivent prendre en considération.

### **Devenir manager ne fait plus rêver les jeunes : que peuvent faire les entreprises pour inverser la tendance ? / POREZ Thomas**

Courrier cadres, 15/02/2023

<http://courriercadres.com/entreprise/cadres-et-dirigeants/devenir-manager-ne-fait-plus-rever-que>

Les jeunes sont de moins en moins attirés par la fonction de manager, qui leur apparaît souvent comme difficile, stressante et peu épanouissante. Cette désaffection grandissante pose un défi aux entreprises, qui doivent trouver des moyens d'attirer de nouveaux talents vers ces postes clés pour leur performance. L'enjeu pour les dirigeants et les DRH est de mieux soutenir et accompagner leurs personnels encadrants, afin de leur permettre de remplir leurs missions dans de meilleures conditions.

### **La transformation RH au service des métiers en tension : l'exemple des métiers d'accueil / Ministère de la Transformation et de la Fonction Publique, 14/02/2023**

<https://www.fonction-publique.gouv.fr/toutes-les-actualites/la-transformation-rh-au-service-des->

Un atelier de la territorialisation RH sur la thématique « La transformation RH au service des métiers en tension : l'exemple des métiers d'accueil » a été organisé en distanciel par la PFRH du Grand Est, avec l'appui de la DGAFP, le jeudi 15 décembre 2022. Rassemblant une cinquantaine d'agents publics, cet événement a permis aux participants de bénéficier de témoignages et de partages d'expériences liés à l'attractivité et à l'évolution des métiers d'accueil au sein de la fonction publique. Une séquence particulière a été consacrée à des travaux en sous-groupes portant sur les leviers et les pistes de valorisation des métiers d'accueil. Les thématiques suivantes ont notamment été abordées : le contenu des postes, les parcours de carrière, la reconnaissance et la QVCT.

### **La pause, grande oubliée du (télé)travail**

Courrier cadres, 14/02/2023

<http://courriercadres.com/management/conseils-dexpert/la-pause-grande-oubliee-du-teletravail->

Pause café, pause déjeuner, pause technique... Notre quotidien au bureau est ponctué de ces occasions de « couper » le travail et de nouer des liens avec nos collègues. Elles sont autant de manières de nous lever de nos sièges et de reposer notre cerveau et participent, sans en avoir l'air, à notre performance intellectuelle et notre bien-être général. Mais, à l'heure du télétravail, de l'hyper connexion et des rythmes hybrides, ce sont ces pauses qui ont été les premières à disparaître.

### **Comment travailler en toute efficacité avec quatre générations de salariés**

Mag des compétences, 14/02/2023

<https://www.comundi.fr/mag-des-competences/comment-travailler-en-toute-efficacite-avec-quatre->

Place à l'inventivité plutôt qu'aux stéréotypes pour transformer le creuset professionnel en un lieu d'échanges, de diversité et de forte créativité.

### **Le rapport au travail post-Covid - Télétravail, management, reconnaissance, santé. . . : les nouvelles tendances [Etude] / BAUMLIN Flora, BOUCHAKOUIR Sbeiha, LANOE-DANEL Enora, BENDAVID Romain**

Fondation Jean Jaurès, IFOP, 02/2023, 60 p

[https://www.jean-jaures.org/wp-content/uploads/2023/02/Rapport\\_travail\\_Bendavid.pdf](https://www.jean-jaures.org/wp-content/uploads/2023/02/Rapport_travail_Bendavid.pdf)

Depuis trois ans, des transformations « hors norme » sont à l'œuvre dans le monde professionnel, que ce soit dans la façon d'envisager le travail ou l'organisation des entreprises. Comment décrypter les tendances en cours ?

Romain Bendavid, directeur de l'Expertise Corporate & Work Experience au sein du département Opinion de l'Ifop, a coordonné plusieurs enquêtes compilées dans cette étude.

<https://www.jean-jaures.org/publication/le-rapport-au-travail-post-covid-teletravail-management>

[↩ Retour sommaire](#)

## Travail et climat - Quelle prise en charge de l'impact du climat sur la santé au travail ? - Enquête "Dérèglements climatiques et santé au travail"

Conseil économique, social et environnemental, 02/2023, 24 p

[https://www.lecese.fr/sites/default/files/articles/fichiers/dereglement\\_climatique\\_sante\\_travail\\_def.pdf](https://www.lecese.fr/sites/default/files/articles/fichiers/dereglement_climatique_sante_travail_def.pdf)

Le Conseil économique, social et environnemental a organisé le 14 février 2023 en partenariat avec les Assises du Travail, une matinée d'échanges et de réflexion pour faire le point sur l'impact des dérèglements climatiques sur la santé et les conditions de travail.

5 constats sur l'impact du dérèglement du climat sur la santé au travail

- Un décalage important existe entre le niveau de préoccupation personnelle et l'engagement collectif perçu sur les sujets d'environnement.
- L'engagement des partenaires sociaux aide à mieux se saisir de la compétence environnementale dans les entreprises, même si ces derniers sont encore insuffisamment armés pour le faire.
- L'impact des dérèglements climatiques sur le travail : la conscience d'une relation forte entre le climat et la santé
- 70% des répondants considèrent que le dérèglement climatique et plus généralement la dégradation de l'environnement peut affecter la santé des salariés et des agents
- Une anxiété relative face aux changements environnementaux dans le cadre du travail

## Épuisement organisationnel : le piège à éviter, 01/2023

<https://www.groupeentreprisesansante.com/fr/consulter-la-ressource/epuisement-organisationnel>

Qu'est-ce que l'épuisement organisationnel ? Comment s'assurer que les forces d'une équipe soient bien utilisées pour l'éviter ? Comment trouver le recul nécessaire pour se consolider plutôt que miser sur du développement ? Éléments de réponses dans cet article.

<https://cdn.ca.yapla.com/company/CPYtXvSko5xGblJ6LKQ4No2d/asset/files/Epuisement>

[https://cdn.ca.yapla.com/company/CPYtXvSko5xGblJ6LKQ4No2d/asset/files/Prendre\\_soin\\_](https://cdn.ca.yapla.com/company/CPYtXvSko5xGblJ6LKQ4No2d/asset/files/Prendre_soin_)

## État du dialogue social en France, 12/2022, 51 p.

<https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/content/barometre-du-dialogue-social.html>

Réalisé par le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF), en partenariat avec l'Executive Education et l'association Dialogues, le Baromètre du dialogue social dresse un état des lieux de notre démocratie sociale, qu'il s'agisse du contexte socioprofessionnel, de la qualité du dialogue social ou encore de l'action syndicale.

## Outre-Mer

### Echanges d'expériences au coeur des 3es rencontres formation-compétences des outremer [Dossier]

Info formation (I), 01/03/2023, p. 9-18

- Les territoires ultramarins dressent un bilan de leurs stratégies formation
- "Faire du développement humain l'axe prioritaire, former juste, plus et utile", 3 questions à Karine Nabénésa, Vice présidente déléguée à la formation professionnelle et l'apprentissage - Région La Réunion
- Outre-mer, un jeune sur quatre n'est ni en formation ni en emploi - Repères
- Des solutions pour optimiser l'entrée dans la voie professionnelle Outre-Mer
- Lutter contre l'illettrisme en armant les organismes de formation
- Outremer : renforcer les liens entreprises et les OPCO

### Affaire du chlordécone : un non-lieu qui ne passe pas / POPPER Lou Eve

Alternatives économiques, 03/2023, n° 432, p. 66-67

<https://www.alternatives-economiques.fr/affaire-chlordecone-apres-non-lieu/00105859>

Même s'ils reconnaissent un scandale sanitaire et environnemental, les juges d'instruction ont refusé de renvoyer les coupables devant un tribunal correctionnel. La faute, selon eux, à des règles de droit contraignantes, notamment en matière de prescription.

[↩ Retour sommaire](#)

**Emploi public en outre-mer : une préférence pour les métropolitains ? / HADDAD Marine**  
TheConversation.com, 08/02/2023

<https://theconversation.com/emploi-public-en-outre-mer-une-preference-pour-les-metropolitains>

Les débats récents autour des propos jugés méprisants de Gérald Darmanin remettent sur le devant la scène la question de la considération que porte l'État aux outre-mer. En tant qu'employeur, il est fréquemment accusé de préférer recruter des « métros » aux postes à responsabilité. Quels sont réellement les différents profils d'emploi dans le secteur public outre-mer ?

**Le surendettement des ménages dans les DOM - Enquête typologique 2022 / IEDOM, 02/2023**

<https://www.iedom.fr/iedom/publications/etudes-thematiques/article/le-surendettement-des-menages>

L'Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM), à l'instar de la Banque de France dans l'Hexagone, exerce dans les cinq départements d'outre-mer (DOM), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin, des missions d'intérêt général qui lui ont été confiées par l'Etat, dont celle en particulier d'assurer le secrétariat des commissions de surendettement. L'IEDOM exerce cette activité dans les mêmes conditions que la Banque de France, à l'aide d'un dispositif identique au plan juridique et opérationnel. La présente étude vient compléter l'enquête produite par la Banque de France pour l'Hexagone (selon la même méthodologie).

Elle propose pour les seuls DOM :

- le profil sociodémographique et professionnel des ménages en situation de surendettement ;
- le niveau et la structure de leurs ressources ;
- les caractéristiques détaillées de leur endettement.

Cette étude a été réalisée à partir des données extraites des 2 305 dossiers traités en 2022 par les commissions de surendettement pour les cinq DOM, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin. Elle restitue une analyse synthétique du surendettement dans ces géographies, considérées dans leur ensemble. Les comparaisons dans l'étude sont faites entre l'Outre-mer au sens des DOM-COM, et la France métropolitaine, sauf mention contraire et selon les sources disponibles.



#### **A La Réunion, un projet global de chantiers d'insertion**

Territoires du social, 02/2023, n° 535, p. 18

A La Réunion, un projet global de chantiers d'insertion - le CCAS de la petite commune de Sainte-Rose (La Réunion, 7000 hab.) porte pas moins de trois chantiers d'insertion conçus en cohérence afin de donner encore davantage de sens au dispositif.

#### **Outre-mer, métropole : quels rapports ? Le Temps du débat - Série de 4 épisodes**

France culture, 01/2023

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/serie-les-rapports-entre-les-outre-mer-et-la->

Chaque mardi, du 17 janvier au 28 février 2023, à 18h20, Emmanuel Laurentin animera quatre débats (39 mn chacun) : sur la Guyane, la Martinique, Mayotte et la Nouvelle-Calédonie. L'occasion d'interroger le rapport des Outre-mer à la métropole, avec des acteurs de terrain, en direct sur place, et des analystes.

- Épisode 1/4 : Que provoque la résurgence de la mémoire amérindienne en Guyane ?
- Épisode 2/4 : L'affaire du chlordécone aux Antilles est-elle un scandale de long terme ?
- Épisode 3/4 : Mayotte est-elle un département oublié ?
- Épisode 4/4 : Quelle place pour la Nouvelle-Calédonie dans la stratégie indopacifique française ?

#### **Prière d'être français / FERRARINI Hélène, CUVILLIER Damien**

Revue dessinée (La), 11/2022, n° 38, p. 112-141

Un "génocide culturel". C'est ainsi qu'au Canada une commission nationale a qualifié l'enrôlement de force de plus de 150 000 enfants autochtones dans des pensionnats gérés par des missionnaires catholiques sur ordre de l'Etat. Moins connue en France, cette pratique d'assimilation perdure dans le département français de Guyane. Mais le tabou règne. "Comprendre cette histoire auprès de ses témoins, c'est se confronter à une parole en archipel dans un océan de silence", résume la journaliste Hélène Ferrarini, l'une des rares qui s'y essaient.

[↩ Retour sommaire](#)



## Sciences Humaines/Société

### **Le nouveau conflit des générations**

Monde (le), 18/02/2023, p. 28-29

Même si la jeunesse ne forme pas une classe d'âge socialement homogène, le rapport au travail, au numérique, au genre et au féminisme semble creuser un fossé générationnel, ravivé par l'urgence écologique.

### **Du tempérament à l'affirmation de soi : comment se forme la personnalité ? / NAVARRE Maud**

Sciences humaines, 02/2023, n° 356, p. 29-48

Avoir de la personnalité est valorisé dans une société qui met l'accent sur l'individu. C'est ce qui nous différencie des autres et fait ressortir nos spécificités. Une qualité dans un monde qui tend à uniformiser les individus. La personnalité, qui se construit dès le plus jeune âge, est une dimension centrale de notre développement personnel et dans nos relations avec autrui.

Comment se forme-t-elle ? Quel est le poids de la génétique, de l'environnement social ou encore de l'expérience personnelle dans ce processus ? Comment évolue-t-elle au fil du temps ? Entre héritage et œuvre de soi, la personnalité est notre carte d'identité. Comment l'affirmer ?

## Sécurité civile et publique

### **Des agressions d'élus toujours en hausse, une nouvelle circulaire du garde des Sceaux / FORTIN**

Frédéric

Localtis.info, 17/02/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/des-agressions-delus-toujours-en-hausse-une-nouvelle-circulaire>

Éric Dupont-Moretti vient d'adresser aux parquets une nouvelle circulaire leur présentant les dispositions de la loi du 24 janvier dernier élargissant les possibilités pour les assemblées et associations d'élus de se constituer partie civile en cas d'agression de ces derniers. Des agressions qui, d'après l'observatoire de l'AMF, auraient augmenté de 15% l'an passé.

<http://www.justice.gouv.fr/bo/2023/20230228/JUSD2304384C.pdf>

### **L'inspecteur de salubrité publique lutte contre l'habitat indigne**

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 08/02/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/847987/linspecteur-de-salubrite-publique-lutte-contre>

Les inspecteurs de salubrité publique des collectivités locales luttent contre l'habitat indigne. Statuant entre indécence et habitat insalubre, ils appuient le maire ou le préfet dans des procédures longues et très encadrées.

### **La formation pour recruter des policiers municipaux**

WEKA le mag, 01/2023, n° 7, p. 42-43

Partout en France, les besoins de recrutement de policiers municipaux explosent. En Île de France, 1 500 postes sont à pourvoir. Les collectivités sont confrontées aux mêmes enjeux : attirer, former et fidéliser ces profils de plus en plus rares. A Argenteuil, la ville s'est engagée dans un programme complet et sur mesure "Devenez policier municipal" pour dynamiser son processus : communication, coaching, formation, immersion. . .

Une initiative récompensée d'un Territoria d'Or dans la catégorie Ressources humaines parrainée par les Editions Weka.

[Retour sommaire](#)

## Services techniques et transitions écologiques

**Les « bassines » : « accaparement » de l'eau ou « accélérateur » de transition ?** / Agence France-Presse

Terre-net.fr, 28/02/2023

<https://www.terre-net.fr/irrigation/article/224825/les-bassines-accaparement-de-l-eau-ou-accelerateur->

Les projets de réserves d'eau pour l'irrigation agricole, lancés face à la menace de sécheresses récurrentes, engendrent de plus en plus de tensions autour de la préservation et du partage de la ressource.

**Les copropriétés aidées à mener leur rénovation énergétique** / COULAUD Nathalie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 27/02/2023, n° 2654, p. 41

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40548666/les-coproprietes-aidees-a-mener-leur->

Dans le cadre de la revalorisation du centre-ville de Saint-Nazaire, l'agglo apporte des moyens humains et financiers importants.

**La commune peut-elle s'opposer à l'implantation d'éoliennes ?** / LE BOT Olivier

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 27/02/2023, n° 2654, p. 48-49

<https://www.lagazettedescommunes.com/853898/la-commune-peut-elle-sopposer-a-limplantation>

Sous la pression de ses administrés, une commune peut vouloir s'opposer à l'implantation d'éoliennes sur son territoire. A cette fin, elle dispose de trois outils juridiques, analysés par Olivier Le Bot, professeur de droit public à l'université d'Aix-Marseille.

**Le verdissement des réseaux de chauffage est en bonne voie** / DESCAMPS Olivier

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 20/02/2023, n° 2653, p. 48-49

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40527649/le-verdissement-des-reseaux-de-chauffage>

L'enjeu climatique incitait déjà les collectivités à augmenter la part de renouvelables dans leurs réseaux de chauffage. Le niveau et la volatilité des prix du gaz enfoncent le clou. Les nouveaux projets affichent des taux de 80 à 85 %. Mais les propriétaires de réseaux existants doivent composer avec leurs investissements et contrats passés. Limiter le recours au gaz implique de développer des ressources locales, telle la biomasse, côté offre et de faire un travail sur les pointes de consommation côté demande.

**Contrat de performance énergétique : l'obligation de résultat à l'honneur** / DESCAMPS Olivier

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 07/02/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/848926/contrat-de-performance-energetique>

Bon moyen de massifier les opérations de rénovation, les contrats de performance énergétique demandent une bonne définition de ses besoins et un certain lâcher-prise pour laisser les entreprises privées définir les moyens de gagner en efficacité.

**7 conseils pour : Lancer son atlas de la biodiversité communale** / HUTEAU Hélène

Techni.cités, 02/2023, n° 360, p. 44-45

<https://www.lagazettedescommunes.com/847978>

La COP15 vient de fixer les nouveaux objectifs mondiaux de protection de la biodiversité. Pour les respecter à l'échelle de son territoire, encore faut-il connaître cette biodiversité locale. L'inventaire des connaissances disponibles est le préalable au diagnostic qui permettra d'identifier les enjeux locaux et d'adapter les projets d'urbanisme et les documents les régulant. <https://www.ofb.gouv.fr/documentation/atlas-de-la-biodiversite-communale-pour-connaître>



**Une nouvelle génération de stations d'épuration basée sur les microalgues** / LUNEAU Sylvie

Techni.cités, 02/2023, n° 360

<https://www.lagazettedescommunes.com/848699/une-nouvelle-generation-de-stations-depuration->

La station d'épuration imaginée par NXO se base sur la nature et repose sur une symbiose entre microalgues et bactéries. Cette nouvelle filière d'assainissement se veut à énergie positive et n'utilise pas de produits chimiques. Une première.

[Retour sommaire](#)

## **Quand l'éclairage public devient un lux [dossier] / CESSIEUX Baptiste**

Technicite.fr, 02/2023, n° 360, p. 17-22

<http://gazette-pvgpsla6.lagazettedescommunes.com/fr/pvPageH5B>

La fin de l'abondance, est-ce que cela veut dire vivre dans le noir ? En tout cas, les factures de l'éclairage public sont scrutées de près. Les prix de l'électricité avaient commencé d'augmenter bien avant la guerre entre la Russie et l'Ukraine mais cette dernière a accéléré les choses. L'hiver 2022 a été marqué par des annonces de communes de toutes tailles vantant leur sobriété mais toutes les démarches ne vont pas dans le même sens. Alors, faut-il éteindre, réduire, varier l'intensité ? Ou au contraire s'attacher au réconfort de l'éclairage, dernier phare au milieu de l'insécurité de la nuit ? Sans oublier la protection de la biodiversité nocturne.



## **Des littoraux à recomposer / HACHACHE Nora**

Traits urbains, 02/2023, n° 133, p. 46-51

Des villes du littoral engagent des projets de recomposition paysagère de leur front de mer alliant insertion des ouvrages de protection, renaturation, mobilité. Elles entendent maintenir leur attractivité pendant encore quelques années. Retour d'expériences de l'agglomération de La Rochelle, Fouras-les-Bains et Lacanau.



## **Bordeaux : la végétalisation passe à la vitesse supérieure / CHAMBRAS Aline**

Traits urbains, 02/2023, n° 133, p. 57-58

La mairie de Bordeaux lance la troisième phase de son programme "Grandeur nature". Objectif : végétaliser "partout où cela est possible".

## **Crise énergétique et collectivités [Dossier]**

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 02/2023, n° 2, p. 75-96

Au sommaire :

- Régime des délestages d'électricité : conséquences et moyens d'action des collectivités territoriales. Par Pierre-Adrien Dubroca et Gilles Le Chatelier
- Achat d'énergie par les collectivités territoriales : l'ouverture par les PPA. Par Jérôme Lépée, Coralie Destappe et Clément Allagnat
- Loi relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables : les courants forts en matière d'urbanisme et d'environnement. Par Sabine Marquet, Jean-Marc Petit et Quentin Untermaier
- La prise de participation des collectivités territoriales dans les sociétés de production d'énergies renouvelables. Par Sandra Hahn Duraffourg et Thomas Vaseux
- L'autoconsommation, un mode de consommation encore difficile d'accès pour les collectivités. Par Sandra Hahn Duraffourg
- Hausse des tarifs de l'énergie : mécanismes de soutien mis en place par l'Etat et moyens à disposition des collectivités. Par Dhiego Teles Da Silva

## **Déchets et si on arrêtaient d'en produire autant ? / LARMET Alice, COUVREUX Samuel, GAUCH Guillaume**

Courrier des maires et des élus locaux (le), 02/2023, n° 369, p. 28-40

Emballages, mégots, biodéchets, plastiques. . . 2023 est une année charnière en France dans la gestion des déchets, du fait de nouvelles obligations de recyclage ou encore de la montée en puissance du dispositif de responsabilité élargie des producteurs. Gestionnaires du service public des ordures ménagères, communes, intercommunalités et syndicats ont donc fort à faire face à un défi environnemental, sanitaire et . . financier. Les coûts de gestion explosent, d'où les efforts pour optimiser et financer collectes et traitements, avec l'espoir de faire décroître les volumes. Car, de la valorisation des biodéchets à la sensibilisation des ménages au contenu de leurs poubelles, en passant par la commande publique prohibant le jetable, les collectivités ont à leur disposition de nombreux outils afin de favoriser le meilleur des déchets : celui qu'on ne produit pas.

[Retour sommaire](#)

### **Bâtiments publics : Objectif rénovation énergétique [Dossier]**

Intercommunalités, 02/2023, n° 279, p. 6-15

<https://www.intercommunalites.fr/publications/batiments-publics-objectif-renovation-energetique/>

Pour répondre à la fois aux enjeux climatiques et énergétiques, la rénovation des bâtiments publics s'impose. Ce dossier présente les enjeux, démarches et outils à considérer afin d'accélérer ce chantier.

### **Comment réussir la transition agro-écologique ? / CANFIN Pascal**

Terra nova, 02/2023, 1-34 p.

<https://tnova.fr/ecologie/transition-energetique/comment-reussir-la-transition-agro-ecologique/>

La transition écologique de nos agricultures reste largement à construire. Pour avancer dans cette direction, il faut conjuguer résilience écologique, création de valeur pour les agriculteurs et souveraineté alimentaire. C'est sur cette base que pourra être scellée, en France comme en Europe, une nouvelle alliance entre les forces de progrès du monde politique et des mondes agricoles. Concrètement, cela implique de créer les conditions économiques pour réorienter les calculs et les choix des agriculteurs, de l'industrie agroalimentaire, des coopératives, de la grande distribution et des consommateurs, afin de rendre viable une politique de l'offre agroécologique. Faire se rejoindre les intérêts des agriculteurs avec ceux de la société, de l'économie et de l'écologie est la clé de la réussite.

### **Romuald Heslot, Technicien forestier territorial, Passeur d'arbres / PARADIS Jérémy**

WEKA le mag, 01/2023, n° 7, p. 4-7

La forêt française est un écosystème aux ressources multiples. Pour la protéger durablement et contribuer à l'attractivité des territoires, l'ONF confie la gestion de périmètres à ses techniciens forestiers territoriaux comme Romuald Heslot. Des agents de terrain oeuvrant de concert avec les collectivités territoriales, au contact des usagers et des exploitants du bois. Des hommes et des femmes passionnés mais dont les conditions de travail se tendent.

### **La nature comme atout pour l'attractivité et la résilience des territoires ruraux / Agence Nationale de la Cohésion des Territoires**

ANCT, 07/2022, 40 p

<https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/sites/default/files/2022-08/220630-ANCT-Resilience>

Dans le contexte de crise sanitaire, de changement climatique et de dégradation des conditions environnementales, la nature apparaît plus que jamais comme déterminante pour le devenir des territoires, en particulier ruraux tant dans leur vie que pour leur activité productive. De fait, les ruralités disposent d'aménités environnementales spécifiques (biodiversité, paysages, sols perméables...) qui constituent autant de richesses à valoriser comme en témoigne cette Fabrique Prospective.

<https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/la-nature-comme-atout-pour-lattractivite-et-la->

## **Social/Santé**

### **Du nouveau sur le front de l'accès aux droits**

Alternatives économiques, 03/2023, n° 432, p. 94-96

Pour lutter contre le non-recours aux droits sociaux, une expérimentation a été lancée en 2021 dans trois territoires. Intitulée Territoires zéro non-recours, elle doit être étendue cette année à dix nouveaux quartiers. Reportage.



### **Popote et lien social au menu du food truck itinérant / MARAIS Frederic**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 27/02/2023, n° 2654, p. 40

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40548662/popote-et-lien-social-au-menu-du-food-truck>

Un camion-cuisine géré par un centre socioculturel rompt l'isolement des habitants et organise des moments de convivialité dans la CC Ardennes Thiérache.

[↩ Retour sommaire](#)

### **Insertion : la pression s'accroît**

Actualités sociales hebdomadaires, 24/02/2023, n° 3296, p. 6-12

Objectif prioritaire du gouvernement, la baisse du chômage suppose d'accompagner vers l'emploi de plus en plus de personnes qui en étaient exclues. De par leur proximité avec des publics en difficulté, les structures sociales sont invitées à davantage contribuer à cet objectif. Mais le sujet, complexe autant qu'exigeant, peut créer du malaise.

- L'émergence de nouveaux métiers

- « L'accès à l'emploi n'est pas au cœur de la culture du travail social », Nicolas Duvoux, sociologue

### **Améliorer l'accès aux droits, un travail de terrain / LAZAROVA Rouja**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 20/02/2023, n° 2653, p. 53

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40527657/ameliorer-l-acces-aux-droits-un-travail-de>

La ville de Vénissieux expérimente depuis 2021 le dispositif "territoires zéro non-recours", basé sur une démarche partenariale.

### **Replay - Regarder l'immigration en face**

Fondation Jean Jaurès, 20/02/2023, 117 mn

<https://www.jean-jaures.org/videos-podcasts/regarder-limmigration-en-face/>

Quels sont les enjeux des débats à venir autour du projet de loi pour "contrôler l'immigration, améliorer l'intégration" ? Smaïn Laacher, sociologue et directeur de l'Observatoire du fait migratoire et de l'asile de la Fondation Jean-Jaurès, en parle avec Didier Leschi, directeur de l'Office français de l'immigration et de l'intégration et auteur d'un "Tract" publié chez Gallimard, "Ce grand dérangement. L'immigration en face".

### **L'aide aux réfugiés ukrainiens en quête d'un second souffle / LAZAROVA Rouja**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 20/02/2023, n° 2653, p. 12-13

<https://www.lagazettedescommunes.com/852280/laide-aux-refugies-ukrainiens-en-quete-dun-second>

Un an après le début de l'invasion russe en Ukraine, l'accueil des quelques 100 000 personnes fuyant la guerre semble s'être bien déroulé. Mais, ayant surtout reposé sur l'hébergement citoyen, il doit être repensé. D'autant que le conflit perdure.

### **Faire société aujourd'hui : ce qui nous lie encore - L'Invité(e) des Matins**

France culture, 20/02/2023, 39 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/l-invite-e-des-matins/faire-societe-aujourd-hui-ce->

On la pensait disparue, abîmée par une société atomisée : la solidarité entre les individus est-elle en train de refaire surface à la faveur des actuelles manifestations ?

Avec Serge Paugam Sociologue, directeur d'études et responsable de la formation doctorale Sociologie à l'EHESS

### **Prévention spécialisée : de l'ombre à la lumière**

Actualités sociales hebdomadaires, 17/02/2023, n° 3295, p. 6-11

Souvent interpellée sur des problématiques de tranquillité publique, menacée dans son existence même, la prévention spécialisée souffrirait d'un manque de lisibilité de ses actions, à la fois à l'égard de ses partenaires et des élus. En jeu, la nécessité de communiquer et d'objectiver son travail pour défendre ses spécificités.

- Coopérer, au-delà des intentions

- Prévention spécialisée : « L'espace virtuel, comme la rue, doit être un espace d'éducation », Joëlle Bordet

- Recueil de données : les professionnels divisés

### **Quels effets sur la santé des seniors d'un report de l'âge légal de départ en retraite ? / BEN**

HALIMA Mohammed Ali, SKALLI Ali, KOUBI Malik

TheConversation.com, 16/02/2023

<https://theconversation.com/quels-effets-sur-la-sante-des-seniors-dun-report-de-lage-legal-de-depart->

Évaluer la réforme de 2010 montre qu'une fin d'activité retardée, c'est, certes, plus de recettes pour le système de retraites, mais c'est aussi un peu plus de dépenses pour l'assurance maladie.

[↩ Retour sommaire](#)

## **Face à l'idée d'une retraite sans cesse repoussée, les jeunes revoient leur rapport au travail**

Monde (le), 14/02/2022

<https://www.lemonde.fr/campus/article/2023/02/14/face-a-l-idee-d-une-retraite-sans-cesse-repousee>

Entrés sur le marché du travail avec la conviction qu'ils ne bénéficieront pas du même droit au repos que leurs aînés, de jeunes actifs racontent comment cette incertitude pèse sur leur projection dans la vie professionnelle.

## **Changement climatique et santé : défis et opportunités pour la santé publique**

Questions de santé publique, 02/2023, n° 45, 8 p

[https://iresp.net/wp-content/uploads/2023/02/Web\\_QSP45\\_IReSP\\_45\\_2023045.pdf](https://iresp.net/wp-content/uploads/2023/02/Web_QSP45_IReSP_45_2023045.pdf)

Au-delà de la déshydratation, de l'hyperthermie et d'effets sur les systèmes cardiaque, respiratoire, endocrinien, immunitaire et nerveux, les fortes chaleurs sont associées à une augmentation de la mortalité, des accidents au travail, des suicides, ainsi que des violences domestiques et agressions. Les îlots de chaleur urbains amplifient les effets sanitaires des vagues de chaleur. Les événements climatiques extrêmes entraînent notamment décès et traumatismes. Plus indirectement, le changement climatique induit une modification de la distribution géographique de maladies à vecteurs et de bactéries aquatiques. . .

## **La "valeur travail" [Dossier]**

Territoires du social, 02/2023, n° 535, p. 14-22

Au sommaire :

- Pour le plein-emploi qui bénéficie à tous - Point de vue d'une élue de l'UNCCAS
- "Le maillage territorial des CCAS est un puissant levier pour nous" - Entretien avec Thibeault Guilluy, Haut-Commissaire à l'emploi et à l'engagement des entreprises
- Contrat d'engagement jeune : Bilan d'étape
- A la Réunion, un projet global de chantiers d'insertion - le CCAS de la petite commune de Sainte-Rose (La Réunion, 7000 HAB) porte pas moins de trois chantiers d'insertion conçus en cohérence afin de donner encore davantage de sens au dispositif.
- Un chantier d'insertion hors des sentiers battus - Le CIAS Carcassonne Agglo solidarité (Aube, 114000 Hab.) a fait évoluer un de ses chantiers d'insertion vers une activité moins traditionnelle, en misant sur des résultats à plus long terme.
- "Aller vers l'emploi ne se décrète pas" - Trois questions à Laurent Grandguillaume, Président de Territoires zéro chômeur de longue durée (TZCLD)
- Perdre sa vie à la gagner - Entretien avec Véronique Daubas-Letourneux, sociologue à l'école des Hautes Etudes en santé publique et auteur de l'ouvrage "Accidents du travail - Des morts et des blessés invisibles (Ed Fayard, 2021)
- "Il faut cesser d'opposer égalité et efficacité" - Entretien avec Philippe Achion, économiste, professeur au Collège de France et à l'institut européen d'administration des affaires (Insead)

## **La part des enfants de moins de 3 ans confiés principalement à une assistante maternelle ou une crèche a presque doublé entre 2002 et 2021**

DREES - études et résultats, 02/2023, n° 1257, 8 p

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2023-02/ER1257MAJ.pdf>

En 2021, en France métropolitaine, 56 % des enfants de moins de 3 ans sont gardés principalement par leurs parents en journée, en semaine. Les deux autres situations les plus fréquentes sont l'accueil chez une assistante maternelle (20 %) ou dans un établissement d'accueil du jeune enfant (EAJE) [18 %]. Depuis 2002, la garde assurée à titre principal par les parents est en recul (-14 points), un mouvement qui coïncide avec une hausse du taux d'emploi des mères. La part des jeunes enfants confiés à un EAJE progresse continûment (+9 points), tandis que le recours à une assistante maternelle (+7 points) a nettement crû au début des années 2000 mais tend, depuis, à se stabiliser. Pour sept enfants sur dix, le mode de garde ou d'accueil principal correspond au premier choix des parents. Si tous les parents avaient obtenu leur premier choix, les enfants seraient nettement moins souvent gardés principalement par leurs parents (36 %) et bien plus souvent accueillis en EAJE (35 %). Un tiers des enfants de moins de 3 ans sont gardés exclusivement par leurs parents, tandis que la moitié combine un mode d'accueil formel payant (assistante maternelle, EAJE, garde à domicile) et la garde par les parents. L'école et les grands-parents constituent le plus souvent des modes d'accueil secondaires ou occasionnels.

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-communique-de-presse/etudes-et->

[Retour sommaire](#)

## Dépenses de logement et de transport : quels arbitrages ?

France stratégie, 02/2023, 16 p.

<https://www.strategie.gouv.fr/publications/dépenses-de-logement-de-transport-arbitrages>

En ville, se loger est hors de prix. En périphérie, se déplacer coûte cher. Ce vieux refrain vaut-il de la même manière selon la taille de l'agglomération ? Ou selon la distance au centre ? La métropolisation, réputée si bénéfique pour l'emploi ou les revenus, pourrait avoir des effets moins positifs sur le coût de la vie – abordée ici sous l'angle des dépenses de logement et de transport. L'analyse se fonde sur les données de l'enquête Budget de famille et sur un zonage en dix territoires qui croise la taille des « aires d'attraction des villes » ou AAV de l'Insee et la localisation des communes dans ces aires.



## Grâce au garage solidaire, la mobilité n'est plus un frein

WEKA le mag, 01/2023, n° 7, p. 44-45

Réparer sa voiture ou son vélo ! C'est l'idée du garage solidaire installé à Louviers. Ce lieu impulsé par la Communauté d'agglomération Seine-Eure, fonctionne grâce aux compétences de deux associations.

## Vieillesse de la société française : réalité et conséquences, 2023, 31 p.

<https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe>

Le Haut-Commissariat au Plan propose un plan d'action global visant à améliorer le regard que la société porte sur ses anciens en les plaçant au cœur des politiques publiques qui leur sont destinées. Les personnes de plus de 65 ans vont représenter 30 % de notre population en 2050, quand les moins de 20 ans en constitueront 20 %. C'est donc un nouvel équilibre social qu'il faut trouver. Il faut tout à la fois reconnaître l'immense contribution des personnes âgées à la vie économique et sociale et leur permettre, grâce à des politiques publiques plus performantes, de vieillir comme elles le souhaitent. Développement de l'emploi des travailleurs expérimentés, soutien à l'activité associative des retraités, amélioration de la prévention de la dépendance et renforcement de la natalité relèvent, pour l'essentiel, de mesures nationales. Mais pour répondre aux aspirations profondes des personnes âgées, c'est en grande partie au niveau local que doivent s'articuler nos réponses. La concertation des acteurs publics et la lisibilité de leur action doit encore progresser afin de simplifier le quotidien des personnes âgées

## La Défenseure des droits se mobilise pour faciliter l'accès aux droits des « Gens du voyage », 12/2022

<https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/a-la-une/2023/02/la-defenseure-des-droits-se-mobilise-pour>

Le Défenseur des droits publie un dépliant et des fiches thématiques spécialement destinés aux « Gens du voyage ». Ces outils, construits avec les associations de voyageurs, visent à les aider à faire respecter leurs droits et faciliter leur recours à l'institution.

[Retour sommaire](#)



## Pour aller plus loin...

### Sites internet

#### **La Base du numérique d'intérêt général**

Qu'est-ce que La Base du numérique d'intérêt général ?

- Une base de connaissances : La Base du numérique d'intérêt général permet de réunir et d'organiser sur une même plateforme l'ensemble des outils et ressources utiles dans les activités de médiation et d'inclusion numérique. Ces outils et ressources peuvent être hébergés directement sur La Base, ou à d'autres endroits. Sans se substituer aux sites internet, bibliothèques d'outils, ressourceries... qui existent déjà, La Base a vocation à être l'établi des professionnels de l'inclusion et de la médiation numériques.
- Un espace de partage et d'échanges
- Un outil de présentation, de valorisation de vos productions, et de partage de votre expérience

<https://labase.anct.gouv.fr/>

#### **LABSOLU, Laboratoire d'Innovation Publique de la Région des Pays de la Loire**

propose « L'innovation publique : un guide pratique pour agir différemment »

<https://fr.calameo.com/read/002150178c5e448cf3d1d>

#### **Territoires audacieux, 2019**

Territoires-Audacieux.fr est dédié à la valorisation des initiatives à impact positif issues des collectivités publiques. Son objectif ? Mettre en lumière tous ceux qui osent, sur leur territoire, mettre en place des projets innovants....

<http://www.territoires-audacieux.fr/>

#### **Le numérique en Loire-Atlantique**

Le Département de Loire-Atlantique a mis en place une politique ambitieuse de développement numérique sur son territoire. Objectif : promouvoir un numérique citoyen, accessible et solidaire.

<https://numerique.loire-atlantique.fr>

**«Thinkerview est un groupe indépendant issu d'Internet, très différent de la plupart des think tanks qui sont inféodés à des partis politiques ou des intérêts privés.»**

<https://thinkerview.com>

#### **Territoires conseil**

**Base d'expériences de la Banque des Territoires (Caisse des dépôts)**

<https://www.banquedesterritoires.fr/collectivites-epl>

#### **La 27<sup>ème</sup> Région**


<http://www.la27eregion.fr/>

**LaBase, laboratoire d'innovation publique en Nouvelle-Aquitaine**, porté par le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR), la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), le Département de la Gironde et Bordeaux Métropole.

<https://www.facebook.com/LaBaseNA>

#### **M3 La prospective de la Métropole de Lyon**

<http://www.millenaire3.com>

-  Pour vous permettre d'approfondir certaines thématiques, le réseau des documentalistes du CNFPT vous propose des Lettres d'Information Documentaire mensuelles. Ces lettres, au nombre de 14, traitent des informations relatives aux différents champs de l'action publique locale  
Vous avez la possibilité de vous y abonner gratuitement sur le Wikiterritorial du CNFPT en cliquant [ici](#)

[Retour sommaire](#)





*Cette Lettre d'Information Documentaire est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT*

*Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.*

[Retour sommaire](#)

### Bulletin documentaire

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1  
[www.cnfpt.fr](http://www.cnfpt.fr)

Directrice de publication : **Marion Leroux**

Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**

Conception et réalisation : **Bérangère Guillet, Marie-Christine Marchand**

Tél. : 02 41 22 41 46

© 2023 CNFPT/ INSET D'ANGERS

[Retour sommaire](#)